

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 22 NOVEMBRE 1977 - N° 562

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

## KLAUS CROISSANT EN DANGER DE MORT

«Le danger de suicide de M<sup>e</sup> Croissant n'est pas à exclure, c'est pourquoi le tribunal a décidé vendredi sa surveillance permanente». Cette dépêche reproduisant les propos d'un porte parole du Tribunal de Stuttgart est inquiétante au plus haut point. Toute une campagne hystérique se déroule en ce moment en RFA, à l'initiative de la presse du groupe Springer (90% du marché des journaux) sur le thème scandaleux : «La preuve que Croissant va se suicider, c'est qu'il a affirmé qu'il ne le ferait pas !».

En France, la gauche, qui n'a rien fait pour s'opposer à l'extradition de Croissant prétend s'émouvoir. Alors que le PCF qui, par la bouche de Marchais ne rate plus une occasion de condamner le geste du gouvernement français, c'est surtout Mitterrand qui a dû s'expliquer dimanche à la fête parisienne du PS sur sa complicité objective avec le gouvernement en l'affaire.

La riposte, à la mesure d'extradition, se poursuit cette semaine dans plusieurs villes de province et à Paris où se tiendra mardi soir à la Mutualité un meeting à l'appel de 11 organisations d'avocats, de magistrats, etc., qui est cette fois soutenue par les partis de gauche.

## Montefibre

### Les travailleurs réintègrent leur usine

A Saint Nabord, lundi matin les ouvriers de Montefibre ont repris le chemin de leur usine évacuée dimanche soir par les flics.

Cette réintégration de l'usine s'effectue alors que les colonnes de polymérisation nécessaires à la marche de l'usine ont été arrêtées par la direction vendredi.

La réintégration des locaux s'accompagne de la poursuite de la

lutte dans l'usine même comme le soulignait un communiqué de la CGT. Face à la direction qui n'a certainement pas renoncé à fermer l'usine de Saint-Nabord et dans l'attente de la remise en marche de l'ensemble des installations les travailleurs vont devoir redoubler de vigilance.

(Lire page 3)

## Malgré sa reconnaissance de l'Etat sioniste

# Sadate n'obtient rien



A la Knesset, Sadate écoute le discours de Begin ; un discours qui n'apporte pas la moindre concession.

«Les meilleurs des militants sont dans cette enceinte». C'est ainsi que Begin dans son discours à Sadate désigne les tueurs du Likoud et de l'Irgoun dont il était le chef. Le président égyptien lui a dit : «Nous voulons vivre en paix avec vous». Pendant ce temps, les sionistes continuent à détenir et à torturer dans leurs geôles les prisonniers palestiniens, ils ont continué ces derniers jours à bombarder les villages du Sud-Liban, faisant plus de 200 morts.

L'attitude de Bégin montre que l'Etat sioniste est, et reste expansionniste et agressif. Malgré sa reconnaissance de l'Etat sioniste, Sadate, dimanche, n'avait obtenu de lui aucune concession.

C'est la politique des superpuissances qui a conduit Sadate à cette situation : lourdement endetté et mis en difficultés après s'être débarrassé de la tutelle de l'URSS, Sadate a dû faire face à la révolte du peuple égyptien, (en janvier dernier par exemple) qui ne supporte plus la situation de «ni guerre, ni paix». Il a dû se rapprocher de plus en plus de l'impérialisme US. La déclaration américano-soviétique, les manœuvres de Carter pour imposer la conférence de Genève sont le cadre dans lequel s'est inscrit sa politique de capitulation. La colère des masses arabes le jour de sa visite montre qu'il ne sera pas suivi dans cette voie.

Voir p. 9

## Mesures Stoléro

### PREMIERE RIPOSTE DE MASSE



Samedi 14 heures : malgré un énorme déploiement de forces de police, sur tout le parcours de la manifestation contre les mesures Stoléro, des milliers de manifestants, immigrés et français, défilèrent exprimant ainsi leur révolte contre ces mesures ignobles, affirmant l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés. En tête, les résidents des foyers SONACOTRA, venus par cars entiers des banlieues. Cette manifestation, par son nombre, sa tenue, ses mots d'ordre et l'échec infligé à la provocation policière, marque un premier pas dans la lutte contre les mesures Stoléro.

(Lire notre reportage en page 12)

### Les manœuvres oratoires de Mitterrand

La fédération parisienne du PS tenait sa deuxième fête annuelle ce week-end à la porte de Pantin. Singerie du PCF et imitation manquée du PSU ; Mitterrand, prononçant un discours creux n'a pu toutefois éviter devant le mécontentement exprimé par de nombreux participants de condamner du bout des lèvres l'extradition de Croissant ; en termes plutôt provocateurs toutefois.

(Lire page 6)

### Porter la réaction fascisante dans les ateliers

Quelques centaines de membres du RPR étaient réunis samedi pour le premier congrès des AOP. S'implanter dans les entreprises notamment en combattant les syndicats ouvriers, telle est la politique suivie par ses «Sections d'entreprises» afin de préparer une réaction fascisante au cas où la gauche prendrait le pouvoir...

(Lire page 7)

### Tours : le racisme quotidien à l'œuvre

(Lire page 5)

## Catalogne, Pays Basque

L'ETAT  
ESPAGNOL  
EN PROCES

Reportage de Frédéric FERRER

Après avoir célébré pendant quarante ans et plus les mérites de l'Espagne «Une, grande et libre» comme le proclament encore les armoiries royales, les hommes du pouvoir se parent aussi, aujourd'hui, des couleurs régionalistes. Dans certaines régions les députés et sénateurs de l'U.C.D., le parti de Suarez, dirigent les assemblées de parlementaires qui se sont chargées de négocier un statut d'autonomie. A Barcelone, un ancien haut fonctionnaire du syndicat vertical, devenu maire de la ville et sénateur (le tout par désignation royale) s'est inscrit au groupe parlementaire catalaniste, il a oublié le «Cara al sol» (2) qu'il a chanté plus d'une fois en levant les bras et reprend maintenant l'hymne national catalan dans les cérémonies.

Pourtant, avec quelle âpreté Suarez négocie les statuts d'autonomie déjà accordés à titre provisoire !

Franco contre  
les «rouges-  
séparatistes»

Malgré sa volonté de centralisation à outrance, la bourgeoisie n'a pas réussi à uniformiser l'ensemble des nationalités qu'elle opprime et qui ont connu pendant très longtemps des modes de développement distincts.

La dictature militaire de Primo de Rivera avait déjà signifié en 1920 l'abolition du maigre régime d'autonomie concédé à la Catalogne par la monarchie, («la mancomunitat»).

Franco plus encore, prétendait en finir une fois pour toutes avec ceux qu'il appelait les «rouges séparatistes». Le «pronunciamiento» du 18 juillet 1936 voulait anéantir, autant que le mouve-

ment ouvrier et démocratique, celui des nations périphériques qui, avec la République pouvait conquérir de nouvelles libertés. «Màs vale una Espana Roja que una Espana Rota». (Plutôt une Espagne rouge qu'une Espagne brisée) s'était écrié le leader de droite Calvo Sotelo peu avant l'insurrection.

Quarante ans de franquisme ont donc été quarante années de répression obstinée des aspirations nationales.

Avec l'acharnement méthodique des fascistes, plus loin que ne l'avait fait jusqu'alors la réaction espagnole, la dictature a tenté de détruire à la racine toute conscience nationale minoritaire. Le bombardement de Guernica est le symbole de cette volonté. Par tous les moyens, il fallait tuer la langue : interdiction de la parler hors des relations familiales, de l'écrire, d'éditer, de chanter en catalan, en euskadien, la langue des Basques, en galicien. Interdiction de la Sardane ; jusque dans l'expression quotidienne, il fallait tuer la différence, imposer partout la «langue de l'empire». Ramener la culture populaire au rang de vestiges pour touristes.

Sur tout le territoire, l'Etat étendait le réseau serré d'un appareil hyper bureaucratique, dont les mailles s'appelaient ou s'appellent encore, capitainerie générale, gouvernement civil, délégations provinciales du syndicat, du «mouvement». Les conseils municipaux eux-mêmes, à travers une parodie d'élections ne s'ouvraient guère qu'aux hommes de confiance de Madrid.

Mais plus profondément, c'est le tissu même des relations sociales que le franquisme s'est attaché à détruire pour mener à bien cette croissance économique qui, depuis le début des



Deux vues de Madrid : centralisme bourgeois sur fond d'émigration

années 60, a fini par faire de l'Espagne, la 10<sup>e</sup> puissance industrielle du monde occidental.

Ce qu'on a appelé le miracle économique espagnol, c'est d'abord l'émigration massive des travailleurs vers d'autres pays d'Europe mais aussi vers les centres industriels développés en Espagne même, par le capital financier espagnol, et les investissements américains, français, allemands...

Développement  
à l'espagnole et  
centralisme bourgeois

Madrid est le symbole de cette transformation de la société espagnole. C'était avant la guerre une capitale administrative. Aujourd'hui, c'est plus que jamais la résidence de la pléthore de fonctionnaires entretenus par l'appareil d'Etat issu du fascisme mais c'est aussi la 2<sup>e</sup> concentration industrielle d'Espagne. Pendant de nombreuses années, toute société commerciale d'importance devait de par la loi entretenir un siège à Madrid. Au nom de la solidarité entre régions riches et régions pauvres, les impôts prélevés dans tout le pays ont servi prioritairement à faire de Madrid, à la va-vite, d'une capitale simplement administrative la deuxième concentration industrielle d'Espagne. Une grande ville de deux millions d'habitants en effet, mais sa croissance rapide, le caractère débridé de vie des spéculations financières, le mépris absolu des conditions de vie des masses que permettait la menace de la répression ont accumulé en les multipliant les contradictions propres aux métropoles

Le 11 septembre 1977, ils étaient plus d'un million de Catalans dans les rues de Barcelone. Un cri «Volem l'estatut!» (Nous voulons le statut!).

Quelques semaines plus tard, ils étaient trois cent mille Basques à Bilbao.

Depuis le 15 juin, les mouvements des nationalités dans l'Etat espagnol ont mobilisé dans la rue les concentrations de foule les plus imposantes de l'histoire de l'Espagne. Aux nations, «historiques», Catalogne, Pays Basque, Galice, dont les revendications sont connues et reconnues dans l'opinion depuis fort longtemps, se sont même ajoutées celles d'autres régions où ne s'étaient guère manifestées de revendications autonomistes avant l'époque franquiste (du moins à l'époque moderne).

Le Pays Valencien convoque sa «diada» (1) et 500 000 personnes font tourner le drapeau aux quatre barres des pays catalans.

L'Aragon, après l'Andalousie, réclame aussi son statut. Il n'est pas jusqu'à la Castille elle-même qui ne voie flotter aujourd'hui le drapeau mauve des «comuneros», ces paysans dont la révolte fut écrasée au 16<sup>ème</sup> siècle pour avoir réclamé le partage des terres et défendu les «libertés de la Castille».

capitalistes. Madrid : la ville de la finance où les sièges des grandes banques ressemblent à des cathédrales, celle d'une petite bourgeoisie urbaine qui s'est énormément développée mais aussi la capitale des bidonvilles espagnols, les quartiers périphériques, qui n'en finissent pas de se construire.

Barcelone, Bilbao, Pampelune, Valence, se sont peuplées aussi de millions d'ouvriers déplacés, au point qu'ils forment la majorité de la classe ouvrière dans les nationalités opprimées. La bourgeoisie a rêvé de leur voir jouer le rôle de destructeurs des cultures locales et du sentiment national. Mais le rêve d'uniformité de la dictature n'a jamais pu se transformer en réalité.

Dès les années 60 les mouvements nationaux, que d'aucuns avaient déjà oubliés, ressurgissent avec force.

Riposte des peuples et  
réforme de l'Etat

Les actions de l'ETA, les mobilisations du procès de Burgos, la lutte opiniâtre des intellectuels catalans et basques pour la sauvegarde de leur langue, les manifestations du 11 septembre, les «Aberri Eguna» (3) au Pays Basque, le combat des nationalités opprimées ont été l'une des composantes fondamentales de la lutte qui amène aujourd'hui la bourgeoisie espagnole à modifier son système de domination.

Dans ce cadre, elle songe à donner plus de souplesse à son appareil d'Etat. Sans doute est-elle tentée par le modèle fédéral très inspiré de l'exemple allemand que lui propose le PSOE. Mais les tentatives réformistes de Suarez iront-elles seulement jusque-là ?

Au-delà du système politique, franquiste, n'est-ce pas un mode de développement — la croissance à l'espagnole faite au mépris le plus total des conditions de vie des masses — qui a été mis en accusation ?

Les millions de gens qui ont manifesté pour l'autonomie de Bilbao à Valence veulent aujourd'hui retrouver au moins les libertés conquises sous la République. «Le statut de 1932 c'est dépassé» me disait une employée de banque barcelonaise «Aujourd'hui, il nous faut bien plus !» ET dans les rues de Saint-Sébastien, j'ai vu, il y a à peine dix jours, une manifestation de 3 000 Basques qui criaient «Independantzia!». Le moins qu'on puisse dire, c'est que les premiers pas du régionalisme façon Suarez ne vont pas précisément dans ce sens.

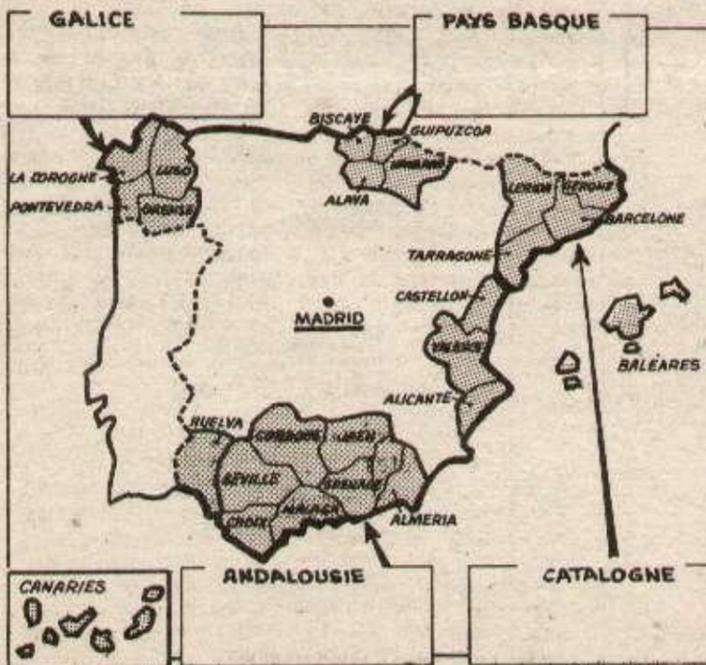
La décentralisation administrative, ou quasi-fédéralisme, dans laquelle celui-ci semble s'engager, suffira-t-elle à donner un coup d'arrêt à un mouvement autonomiste qui, quant au fond, s'attaque à la structure même de l'Etat hérité de Franco ?

Au fond, derrière la revendication d'autonomie reprise aujourd'hui par tout l'éventail politique espagnol, quels projets contradictoires se profilent ?

Indépendance ? autonomie ? fédération ? socialisme ? autodétermination ? La réponse dépendra surtout de la capacité des forces nationalistes et révolutionnaires à préciser leurs objectifs en s'appuyant sur les aspirations justes qui se manifestent à travers le courant autonomiste.

(1) Journée de manifestations.  
(2) «Cara al sol»: «face au soleil», hymne phalangiste.  
(3) «Aberri Eguna»: jour de la patrie.

Pays catalans, Andalousie, Euskadi, Galice, Canaries : les grandes régions et nations de l'Etat espagnol



Montefibre :

Les colonnes de polymérisation bloquées pour deux mois.

# «UN MILLIER NOUS SOMMES, UN MILLIER NOUS RESTERONS»

Grève suspendue dimanche soir

Les colonnes de polymérisation, véritable cœur de l'usine Montefibre, ont été arrêtées dans la nuit de vendredi à samedi. Toute activité a donc cessé et pour longtemps, car un peu comme pour les hauts-fourneaux de la sidérurgie, ces colonnes demandent de très longs délais pour la remise en route : au moins 2 mois. Vendredi, les CRS filtraient toujours les entrées. La réunion de vendredi entre la direction générale et les syndicats ne donnait aucun résultat. Les syndicats refusent toute discussion tant que les flics n'auront pas évacué l'usine, tant que les 6 délégués tenus à l'écart de l'usine après la décision du Tribunal des Référés et leur expulsion par les flics ne seront pas

réintégrés. La direction reste sur ses positions : le plan qu'elle a proposé, avec les 283 licenciements et pour ceux qui restent, des horaires diminués de moitié. Elle fait passer dans la presse locale de longues déclarations justifiant ces licenciements et laissant cyniquement entendre que des centaines d'emplois existaient sur la région pour les licenciés de Montefibre !

Les flics ayant évacué l'usine dimanche, les travailleurs ont suspendu leur grève dimanche soir. L'intersyndical indique : «La lutte n'est pas terminée et se poursuivra selon des formes originales et ponctuelles nécessitées par la situation et décidées par l'ensemble du personnel».

C'est avant le lever du jour, à 5 heures à peine, que 300 CRS accompagnés du directeur envahissaient l'usine, le 16 novembre. Quelques instants après, les délégués syndicaux visés par l'ordonnance du tribunal d'Epinal étaient expulsés de l'usine. Mais ils n'étaient pas seuls à sortir : immédiatement, tous les ouvriers quittaient leur poste. C'était la grève.

Dans la cour de l'usine, une douzaine de cars de flics étaient stationnés. Les flics prenaient position. Personne ne pouvait rentrer. Toute la journée, le face-à-face allait durer, sous les bourrasques de pluie et de neige. Des feux de bois étaient allumés autour desquels les travailleurs venaient se réchauffer, se sécher.

## UN ODIeux CHANTAGE

Très vite, la question des installations, de la sécurité était posée. On se souvient qu'au début du conflit, les travailleurs s'étaient battus, avaient retenu leur directeur Casali pour imposer que des cuves de fuel arrivent, afin que les installations ne soient pas dégradées. La direction quant à elle avait décidé d'en finir tout de



Flics et ouvriers face à face

suite et de laisser l'usine s'éteindre. C'est sous la pression des ouvriers qu'elle avait dû céder.

Cette fois, la direction est arrivée à ses fins. Tout de suite après l'évacuation de l'usine, l'intersyndicale a demandé à la direction «de laisser entrer des travailleurs pour assurer la sécurité des installations. Elle ajoutait «Si des dégâts se produisent par manque d'approvisionnement ou de surveillance, elle en portera toute la responsabilité». Le

matin, les équipes spécialisées avaient quitté la centrale thermique en disant «Nous refusons de continuer à travailler sous la surveillance des CRS». Il s'avérait rapidement que les chefs de service de direction étaient incapables de faire le nécessaire. Des ouvriers du service rentrèrent donc un instant dans l'après-midi pour effectuer ce travail.

Mais la situation restait bloquée du fait de l'intransigeance de la direction, qui refusait de faire partir les flics et de réintégrer les délégués. Dans la nuit de samedi, les colonnes de po-

lymérisation s'arrêtaient. La direction refuse de les remettre en route. C'est un odieux chantage à la destruction pure et simple des installations.

Pour Casali, le directeur, toutes les discussions ne peuvent porter que sur «les modalités d'application de son plan». Ce plan, les travailleurs le refusent. Ils exigent un emploi pour tous à Montefibre : «Un millier nous sommes, un millier nous resterons, car nous n'accepterons jamais de licenciements».

Monique CHERAN

Les ouvriers se réchauffent à un feu de bois



## Travailleurs sociaux de Rennes : manifestation jeudi

Conscients qu'il existe une réelle mobilisation nationale dans les écoles de formation, les travailleurs sociaux de l'ISCS de Rennes se sont mis en grève depuis le 15 novembre. Partie prenante de la journée d'action nationale du jeudi 24 dans le secteur sanitaire et social, ils appellent à une mobilisation massive des travailleurs dans l'ensemble du secteur pour revendiquer le statut social pour tous et le déblocage des effectifs dans les établissements.

RASSEMBLEMENT  
Jeudi 24 novembre 1977

14 heures

Salle de la Barbotière  
(Local CFDT)

pour une manifestation à la DASS

(Communiqué)

Courriers normands

## UNE REPRISE DANS LA COLERE

Depuis le 10 novembre, un médiateur nommé par le préfet et aidé de 2 ingénieurs du transport, essayait de faire un projet qui serait un «terrain d'entente» entre la revendication syndicale et la position de la direction, restée la même depuis le début de la grève ; c'est-à-dire : 1 % d'augmentation et 100 francs (seulement pour 1 mois) à titre de rattrapage des salaires.

Lundi 14, un projet était déposé à la préfecture. La première manœuvre de la direction fut de se servir du projet pour créer un compromis tout en sa faveur. Mais la détermination du personnel était encore telle au 32<sup>e</sup> jour de grève que les délégués syndicaux durent négocier jusqu'à 20 h pour imposer à la direction le projet qui avait été établi par le médiateur.

A 20 h, les délégués livrent à plus de 200 personnes (qui étaient là depuis le matin) ces propositions :

— Au 1<sup>er</sup> octobre 77 : 0,9 % d'augmentation et une somme uniforme de 50 francs (indépendamment des augmentations liées à l'indice INSEE)

— Au 1<sup>er</sup> janvier 78 : Majoration de 80 francs (50 francs définitivement acquis et 30 francs à réexaminer au 1/1/78 en fonction des ressources de l'entreprise : ce qui a entraîné une vive réaction de l'ensemble du personnel). Plus 300 francs en prime exceptionnelle pour le mois de janvier seulement.

— Au 1<sup>er</sup> mars : Semaine de 42 heures sur 6 jours (au lieu de 43 heures), alors que depuis plusieurs années, la semaine de 40 heures en 5 jours est réclamée.

— La prime «non-accident» qui était de 50 francs par mois, passe à 1 200 francs par an payée semestriellement. En fait, la direction y gagne puisqu'il suffira d'un seul accrochage en six mois pour perdre ces 600 francs.

— Une prime de départ en vacances sera accordée en juin : 420 francs, avec en contre-partie, suppression de la prime de bonne exécution de service : 240 francs par an.)

— Titre-restaurant pour le personnel sédentaire.

— Seulement une journée et demie de grève payée (sur 32 jours).

Voilà les propositions que les délégués considèrent comme une grande victoire malgré une assemblée générale des employés, très réticente. Ceux-ci estimaient qu'ils s'étaient fait

avoir, que si les cars scolaires n'étaient pas partis, (sur la proposition du PS) ils auraient obtenu beaucoup plus.

En effet, après ces 32 jours de grève, et pour janvier seulement, il n'y aura qu'une augmentation effective de 150 francs. Le salaire d'embauche passera donc de 2 170 francs à 2 300 francs par mois, pour 43 heures en six jours et avec des horaires très difficiles.

Les jours de grève n'étant pas payés, il faudra huit mois pour récupérer l'argent perdu. L'écart de salaires avec les employés des bus de la ville reste de 400 francs.

Malgré tout, un vote fut organisé mardi matin au 32<sup>e</sup> jour de grève. Sur 225 votants (présents) :

- 139 pour la reprise
- 81 contre
- 5 nuls

Le travail a donc repris depuis mercredi, mais la colère reste la même chez les employés qui seront vraisemblablement en tête de la manif du 1<sup>er</sup> décembre.

Contrairement aux délégués, les chauffeurs ressentent plutôt une défaite, et plusieurs dizaines de chauffeurs et d'employés parlent du manque de démocratie à l'intérieur des syndicats CGT, CFDT, FNCR ou selon eux, souvent, seuls les délégués décident, sans même demander l'avis de l'A.G.

Correspondant  
Courriers Normands  
CAEN

### RECTIFICATIF

Dans notre dernier numéro, à propos de la lutte des Hors-statuts de la faculté d'Orsay, un mastic a rendu incompréhensible le paragraphe traitant l'attitude de la CFDT. Il fallait lire : «Enfin la CFDT a su montrer en termes simples l'enjeu du conflit CGT-CFDT, sans se prêter à l'anticlégalisme».

### Vélosolex (Mâcon) : série d'actions contre les licenciements

L'usine Vélosolex de Mâcon risque de fermer. Depuis l'annonce, il y a plus d'un mois, d'un projet de «sauvetage» de mauvais augure, les 123 travailleurs multiplient les initiatives. Nombreux débrayages massifs, 3 manifestations dans les rues de Mâcon, pour faire connaître largement leur situation. Ils ont pris contact avec une autre boîte où 60 licenciements menacent : Serseg (Schlumberger).

Au chantier de nettoyage des trains de la gare de Nantes

## GREVE AVEC OCCUPATION DES LOCAUX

L'entreprise Laving-Glacs est une entreprise sous traitante de nettoyage. Elle a conclu fin septembre un contrat avec la SNCF, avec mise à l'essai de 3 mois, afin d'effectuer le nettoyage des trains et des machines du chantier de la gare de Nantes. Soixante employés travaillent sur ce chantier.

Depuis qu'elle a pris le chantier en mains, la direction ne cesse de mener une politique anti-ouvrière. Brimades incessantes, changements de poste, licenciements successifs sous prétexte de fautes graves (bagarres...) De plus, elle porte ouvertement atteinte au droit syndical, en refusant dès le départ de recevoir les délégués syndicaux, de discuter du cahier revendicatif. Mardi dernier, la direction licencie un ouvrier, sous prétexte de travail mal fait. C'est le déclenchement de la grève. La direction refuse toute discussion, maintient

le licenciement. Bien plus, elle passe une annonce à l'ANPE pour embaucher du personnel en vue de briser la grève. Dès vendredi, elle demande à l'Inspection du travail le licenciement des deux délégués syndicaux comme préalable à toute discussion. Devant toutes ces manœuvres anti-grèves et anti-syndicales, les employés décident l'occupation des locaux et des bureaux de la direction, occupation effective depuis samedi matin.

### UNE GREVE MENÉE PAR UNE SECTION SYNDICALE COMBATIVE

Il y a un an, une section syndicale CFDT se montait sur le chantier. Elle visait à remplacer une section CGT minoritaire et corrompue, implantée dans la hiérarchie et à la solde du patron. Très rapidement, elle devient largement ma-

joritaire parmi les travailleurs. Menant un large débat parmi le personnel sur les revendications prioritaires, organisant et unifiant l'ensemble des ouvriers, elle réussit à plusieurs reprises à faire reculer l'ancienne direction. Au mois d'octobre, elle obtient tous les sièges aux élections professionnelles.

Maintenant, Laving-Glacs veut liquider cette section et licencier les délégués. La lutte qu'ont engagée les travailleurs du nettoyage des trains risque d'être dure. Laving-Glacs n'a pas l'habitude de céder. Seize jours de grève dans un autre chantier de la même entreprise au début de l'année s'étaient soldés par un échec.

### L'UNITÉ CHEMINOTS-GREVISTES EST INDISPENSABLE

Depuis la mise en place de la section CFDT au nettoyage des trains, le

syndicat CFDT-cheminots s'est mobilisé pour l'aider et la soutenir. Tous les cheminots sont conscients des conditions imposées aux travailleurs du nettoyage. Travail fatiguant par tous les temps, dans l'humidité. Ils dénoncent la politique suivie par la SNCF qui privatise les secteurs non rentables, tels le nettoyage, et qui met ensuite en concurrence les entreprises de sous-traitance. Deux tracts de soutien et de popularisation ont déjà été distribués. Une collecte se met en place, une manifestation est annoncée pour mardi soir, sur le thème : «soutien aux employés de Laving-Glacs en grève, direction SNCF - Laving-Glacs complices».

Pas un seul licenciement chez Laving-Glacs.

Unis avec les cheminots, les travailleurs de Laving-Glacs vaincront.

Corr. Nantes

## Angers : grève sur le chantier de Saint Nicolas

Depuis le 3 novembre, les ouvriers du chantier le Trocquier, qui «rénovent» le quartier Saint-Nicolas sont en grève contre 26 licenciements. Le patron a mis l'entreprise en liquidation judiciaire, pour arriver plus facilement à ses fins. 80 % des ouvriers se sont mis en grève et ont popularisé leur lutte auprès des habitants du quartier.

Passez vos commandes  
8 Francs + 2 Francs de port

# manifeste

## pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

## Journée nationale du mouvement paysan-travailleur

## Construire un syndicat de classe

Réunis sous la banderole «luttons pour le paiement du travail contre l'élimination des paysans», les Paysans-Travailleurs ont tenu leur congrès : jeudi 17 et vendredi 18 novembre. Les délégués venus de 31 départements ont voté la transformation du mouvement national en syndicat auquel adhéreront progressivement les groupes départementaux qui ont aujourd'hui soit le statut de syndicat soit celui d'association.

Au terme d'un débat souvent vif tant dans les commissions qu'au cours de l'assemblée générale, il est possible de constater le

bouillonnement d'idées sur l'avenir de l'agriculture en système capitaliste, mais par manque de rigueur dans l'analyse, les idées se sont souvent affrontées sans qu'il y ait de synthèse faite.

Si les participants tirent un bilan positif de ces journées, c'est essentiellement par l'espoir que celles-ci auront permis, pour poser les bases d'une nouvelle avancée du syndicalisme anti-capitaliste à la campagne, en relançant le débat d'idées, et en renforçant la solidarité entre les régions pour mener des actions coordonnées entre elles, d'ampleur nationale.

Bernard PELO

## Ets Gilles de Collinée : dépôt de bilan ?

Depuis une semaine, l'inquiétude augmente parmi les éleveurs de porcs bretons, et parmi les 370 salariés des Etablissements André Gilles de Collinée, dans les Côtes-du-Nord. L'entreprise connaît des difficultés. On parle de dépôt de bilan, de solutions avec l'intervention de l'Institut de Développement Industriel. Un silence pesant est observé du côté de la direction.

Ces établissements ont été créés en 1955. Ils sont considérés comme une des entreprises de production de viande les plus importantes en France, et même en Europe. Sa production de viande touche les 40 000 tonnes, principalement en porcs (30 000 T). Depuis 10 ans, la production de porcs en Bretagne a considérablement augmenté. Dans la situation particulièrement difficile qui est celle du pays de Mené, tous ceux dont le travail est, peu ou prou, lié à cette entreprise sont inquiets.

## Explosions en série contre EDF

Plusieurs charges explosives ont sauté dans la nuit de samedi à dimanche ; presque toutes visaient EDF. Plusieurs villes : Lyon, Paris, Toulouse, Narbonne, Carcassonne, Alfortville, ont simultanément été le théâtre de ces explosions qui ont souvent fait d'importants dégâts. Aucun de ces attentats n'avait encore été revendiqué lundi matin.

## Assassinat pour le patrimoine familial

Non seulement elle voulait divorcer, mais en plus, elle voulait prendre sa part des actions de l'entreprise métallurgique familiale. Il n'a pas pu le supporter. Pierre-Philippe Senelonge a tiré à bout portant avec sa carabine 22 long rifle, sur sa femme Marie-Claude qui a été tuée sur le coup. L'assassin a déclaré qu'il avait voulu «préserver le patrimoine familial». Il ne pouvait supporter de se séparer d'une partie des actions de son entreprise qui seraient revenues à sa femme après leur divorce, avec laquelle il était marié sous le régime de la communauté. Sa femme aurait pu, en revendiquant ces actions, mettre son mari en minorité dans le Conseil d'administration. Le défenseur du patrimoine familial a été écroué et inculpé d'homicide involontaire.

## De l'imagination sous un képi

Un agent de police passé à tabac, c'est le monde à l'envers, c'est pourtant ce qu'un agent de police de Luxeuil-les-Bains affirmait lui être arrivé. Il disait avoir été torturé dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 novembre, alors qu'il était de faction au commissariat, par cinq jeunes : trois Européens et deux Arabes, il aurait été roué de coups et une cigarette lui aurait été écrasée sur le visage. A la suite de cette affaire, des portraits robots étaient diffusés, des contrôles d'identité effectués, sans résultats.

Samedi l'agent de police a avoué qu'il avait tout inventé. Il n'a cependant pas inventé les marques qu'il porte, à moins qu'il ne se les soit infligées lui-même.

## Madère : 123 morts dans un accident d'avion

Un Boeing de la compagnie portugaise TAP s'est écrasé contre un mur samedi soir sur l'aéroport de Madère au moment où il atterrissait. L'aéroport de Madère est considéré comme périlleux, il est trop exigu et les pistes sont à proximité de la mer. Samedi, le Boeing de la TAP, gêné par les mauvaises conditions atmosphériques a touché le sol à mi-piste, le pilote n'a pas réussi à arrêter l'avion à temps. Celui-ci a percuté un pont, s'est brisé en deux et une moitié est tombée à la mer. Des débris, on a retiré 123 morts et 41 survivants.

## Appel de la coordination Rhône-Alpes des comités de soldats, pour les transports gratuits

Samedi 19 novembre, la coordination régionale Rhône-Alpes des comités de soldats a lancé publiquement une pétition nationale pour les transports gratuits, qui a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures. Cette action a reçu le soutien du syndicat Santé-Sociaux du Rhône.

Les appelés des comités de soldats réclament :  
- Les transports gratuits sur simple présentation de la carte militaire.  
- Des trains supplémentaires pour le week-end.  
- Alignement des horaires de permission sur les horaires SNCF.  
- prise en charge par l'armée du transport casernegare ou ville et retour.  
- 48 heures de permission par semaine récupérable en cas de retenue à la caserne.  
- Que le temps de transport soit ajouté à ces 48 heures.

A la Zup de Joué-lès-Tours

# LE RACISME QUOTIDIEN A L'OEUVRE



## Lettre des commerçants au Ministère de l'Intérieur

Les commerçants du Centre commercial et les habitants de la ZUP de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire),  
à Monsieur le Ministre  
Place Beauvau  
PARIS

Monsieur le Ministre,  
Les soussignés de la présente lettre ont l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance la protection à laquelle ont droit les citoyens honnêtes dans une démocratie.

Malgré les efforts faits ces derniers temps par vos services, dont nous tenons à vous remercier, l'insécurité continue à régner dans notre quartier. Le renforcement du poste de police de Joué-lès-Tours est une mesure qui reste inefficace tant que ledit poste ne sera pas ouvert la nuit. Nous avons pu constater que dès la fermeture à 19 heures 30, les aigrefins de tout poil qui infestent notre Zup et qui bénéficient de l'indulgence des magistrats tourangeaux, se déchaînent en toute impunité. Nos magasins et les caves des immeubles sont cambriolés, les enfants et les personnes âgées molestées, les voitures volées puis détériorées, les espaces verts saccagés et le repos nocturne des honnêtes gens troublé.

Les services de police sollicités par nous la nuit n'interviennent qu'après un délai fort long qui peut atteindre plusieurs heures, et il même arrivé qu'ils ne se déplacent pas. Nous vous prions de bien vouloir intervenir pour qu'un détachement stationne la nuit au poste de police de Joué-lès-Tours et que des rondes fréquentes soient effectuées dès que tombe la nuit afin que le calme règne à 22 heures.

Si satisfaction ne pouvait être donnée rapidement, le souci de la sécurité de nos familles et de nos biens risquerait de pousser les citoyens à tenter de se protéger eux-mêmes, par la constitution d'un groupe auto-défense. Nous osons croire que notre appel sera entendu.

Nous vous en remercions à l'avance et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre profond respect.

## Lettre ouverte au maire

Dans une lettre ouverte au maire de Joué-lès-Tours, des habitants de la ZUP ainsi que l'UL-CFDT et des organisations d'extrême-gauche dénoncent la campagne raciste et la répression policière qui frappent les travailleurs immigrés et soulignent qu'elles viennent appuyer les récentes mesures Stoléru. En conclusion de la lettre, trois questions précises sont posées au maire : «Premièrement, quel a été le sens de votre intervention auprès du Préfet et en quels termes ? Deuxièmement, êtes-vous en accord avec cette pétition provenant d'un groupuscule de la ZUP ? Troisièmement, que pensez-vous de la constitution d'une milice privée comme solution à cette situation ?

Depuis deux mois, contrôles et brimades policières ne cessent de se multiplier dans la ZUP de Joué-lès-Tours : rondes de police de plus en plus fréquentes, perquisitions sans mandat dans un club de jeunes, etc. Cette intense activité policière vise particulièrement les travailleurs immigrés et leurs familles. C'est ainsi que la police n'a pas hésité à interpellé dans son école un enfant de nationalité algérienne, qu'elle soupçonnait de vol. De plus, les travailleurs immigrés sont victimes tous les jours de discriminations de la part de certains commerçants qui refusent de les servir.

Ce sont précisément ces commerçants qui sont à l'origine de l'intensification de la répression policière. En effet, le 10 septembre dernier, ils ont fait circuler une pétition exigeant le renforcement des effectifs policiers sur la ZUP et liant les actes de délinquance à la présence

des travailleurs immigrés dans la ZUP. Parallèlement, ils envoyaient une lettre au maire, au préfet et au ministère de l'intérieur, menaçant de constituer des milices privées au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction. Ils évitaient soigneusement toute allusion raciste mais le texte de la pétition ainsi que leur attitude actuelle montrent assez qui est visé.

A la suite de ces menées racistes, une riposte unitaire s'est engagée, regroupant des organisations syndicales, politiques, de quartier et aussi les associations d'immigrés. Cette mobilisation s'est concrétisée par un tract diffusé massivement sur la ZUP, une conférence de presse, et une lettre adressée au maire de Joué-lès-Tours qui a jusqu'ici gardé le silence sur les agissements de ses administrés racistes.

D'après correspondant  
TOURS

## IL EXISTE 80 C.E.S. DE TYPE PAILLERON

Depuis jeudi dernier, le procès des neuf personnes responsables de la construction du CES Pailleron retient l'attention. Le scandale était tel — le bâtiment avait brûlé en quelques minutes — qu'il a suscité une grande émotion et la mobilisation des parents. A la suite de ce drame, la question était posée brutalement : quelle est la réalité de la sécurité dans les établissements scolaires ? A cette question, l'Association des familles des victimes a dénombré 59 CES, 771 autres bâtiments du second degré et plusieurs écoles qui présentent les mêmes dangers que le CES Pailleron.

Ce samedi, la Fédération Cornec des parents d'élèves a organisé une journée d'étude sur la sécurité dans les établissements et les transports scolaires. L'étude a porté sur 60 départements et elle a révélé qu'il s'y trouvait 80 bâtiments de type Pailleron dont 20 abritent des enfants d'âge préscolaire ou des sections d'éducation spécialisée. De plus, de 1970 à 1975, 494 incendies se sont produits — soit 100 par an — dus en général à des défauts de conception. Dans le second degré, 30 % des 20 000 classes démontables ont été déclarées vétustes alors que leur nombre augmente sans cesse. En ce qui concerne la politique du gouvernement, la Fédération Cornec a souli-

gné «L'insuffisance d'un budget dont les crédits d'équipement n'augmentent que de 8,2 %, soit moins que le coût de la vie, tandis que les crédits d'investissements de l'Etat diminuent de 7 % et ceux de subventions de 17 %, et où les crédits de mise en sécurité ne sont que de 140 millions en 1978 contre 135 l'an dernier, soit une diminution en francs constants.»

Globalement, il apparaît donc nettement que la sécurité dans les établissements scolaires n'est pas assurée et que de nouveaux drames peuvent se reproduire. Ainsi, alors que les familles des victimes demandaient la destruction de tous les établissements de type Pailleron, le gouvernement s'est limité à débloquent des crédits de «mise en sécurité», alors

que ce sont les procédés et les matériaux mêmes qui sont en cause. Or ceux-ci ne sont pas changés.

Dans le cadre de sa journée d'étude, la Fédération Cornec a aussi abordé le problème des transports d'enfants. A ce sujet, non seulement la sécurité n'est pas respectée et les accidents nombreux (par manque de surveillance et défauts d'aménagement) mais les conditions du transport sont elles-mêmes très mauvaises, puisque en plus des 45 minutes de trajet moyen, il faut aussi souvent ajouter de 2 heures à 3 heures d'attente.

Tous ces éléments démontrent bien que le cas de Pailleron est un exemple parmi des dizaines d'une politique criminelle qui met la rentabilité capitaliste au poste de commande.

## Le voleur de bicyclettes repenti

La police d'Eindhoven (Pays-Bas) a reçu le coup de téléphone d'un homme de 53 ans qui lui demandait de venir l'arrêter dans un café. L'homme avoua aux policiers avoir volé plus de mille bicyclettes qu'il revendait ensuite : «il y a quatre ans que je vis de ce commerce» reconnut-il spontanément.

Ce voleur repentant s'était rendu au café sur une bicyclette volée ; à l'arrivée des policiers, il avait déjà revendu l'engin...

Plus de cent mille vélos sont volés chaque année aux Pays Bas, selon les statistiques officielles.

## Concert «Lucien Melyon» le 28 novembre

Le Comité de soutien Lucien Melyon annonce qu'une fête aura lieu le 28 novembre à l'hippodrome de Pantin, c'est-à-dire là où le jeune lycéen guadeloupéen avait été assassiné le 30 octobre dernier par un membre du service d'ordre. Plusieurs groupes et artistes (Didier Malherbe, Herbe Rouge, Soho, etc.) participeront au concert qui débutera à 18 heures. Le prix des places est fixé à 15 francs. La recette sera en partie versée à la famille de Lucien. Le reste doit permettre de créer un réseau parallèle aux organisateurs habituels, genre KCP.

## Le père Fabre nommé «conseiller à vie» de l'Espéridou !

Après s'être fait nommer administrateur de l'œuvre «Christiane Garnier», propriétaire de l'Espéridou (QDP du 17 novembre), le père Fabre, responsable de la mort d'Isabelle Le Menach, poursuit sa «reconquête» du centre pour jeunes débilés. Bien que toujours inculpé de coups et blessures volontaires, de violence et voies de fait sur mineure de 15 ans, ainsi que d'homicide involontaire, il a profité de la bienveillance de la justice qui ne l'a toujours pas fait passer en procès : il vient d'être nommé «conseiller technique à vie» de l'Espéridou.

Devant une mesure aussi scandaleuse, contre laquelle se battent la nouvelle direction de l'Espéridou et le personnel éducatif, la hiérarchie catholique a jugé bon de se désolidariser publiquement d'un de ses membres, alors qu'elle n'avait pas bougé du temps où le Père Fabre était directeur de l'Espéridou : le cardinal Marty a demandé au père Fabre de cesser toutes relations et toutes activités liées à l'Espéridou.

## Un médecin condamné à 15 mois de prison avec sursis

Un docteur parisien, le Docteur Raymond Amar, a été condamné à 15 mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende pour homicide involontaire. Après avoir procédé à une ablation des amygdales, il avait négligé de surveiller son patient, un jeune homme de 25 ans. Celui-ci était mort une heure après d'une crise cardiaque.

## Camion-tirelire : 2 nouveaux recelleurs arrêtés

90 kg des pièces de 10 francs dérobées dans le «camion-tirelire» le 28 juillet dernier à Paris ont été trouvés à Grasse, chez deux malfaiteurs qui tentaient de les écouler.

Achetez  
Le Quotidien  
du Peuple  
tous les jours  
dans  
le même  
kiosque

## Barre au club de la presse

## «Je suis toujours vivant et vivace»

«*Tout le monde sait qui à travers moi, est visé*», a déclaré Barre en répondant sans jamais le nommer, à Chirac qui parlait quelques jours plus tôt à la télévision, du «testament» du gouvernement. La majorité s'installe elle aussi dans ses divisions, on témoigne également des attaques qui n'ont pas manqué non plus contre le chef de l'Etat et contre le premier ministre lors du premier Congrès des AOP.

Avant tout, Barre a affirmé au sujet du Moyen Orient : «*Nous avons toujours affirmé qu'Israël a droit à des frontières sûres et reconnues, et certaines demandes des pays arabes doivent aussi être reconnues. La France, contrairement à ce que certains prétendent, n'a pas de politique partisane.*»

Concernant la hausse des prix, Barre assure sur le ton professionnel qu'il affectionne que «*l'opinion approuve les mesures prises. Mon idée n'était pas de dresser les consommateurs contre les commerçants.*» Puis Barre réaffirme qu'il tiendra le cap qu'il s'était fixé, et reprend son expression, aussi célèbre que méprisante pour les travailleurs : «*des porteurs de pancarte.*»

Il pousse même l'audace jusqu'à se déclarer satisfait du fait «*qu'il n'y a pas de récession dans l'activité économique.*» La campagne électorale étant maintenant bien engagée, il affirme que «*17 000 emplois directs et 50 000 emplois indirects auront été créés fin 78.*» Dépassant les bornes de l'affabulation, il ajoute : «*Nous avons donné un coup d'arrêt au chômage*» et il continue à affirmer qu'il est avant tout préoccupé «*du chômage des jeunes.*»

Poursuivant dans le plus grossier des travestissements de la réalité subie par des centaines de milliers de familles populaires, il affirme «*que le pouvoir d'achat des familles a été augmenté cette année.*»

## L'EXEGESE DES POTINS

Concernant les attaques de son prédécesseur à

Matignon : «*Ce n'est pas la première fois que l'on désire m'enterrer. C'est le cas depuis le 25 août 1976 (démission de Chirac). Certains propos sont peu convenables ; de grandes et petites manœuvres ont vu s'avancer prétendants, aspirants et soupirants. Moi, je suis toujours vivant et encore plus vivace.*»

Ensuite, au sujet de ceux qui essaient de voir des contradictions (cela s'adresse aussi à Chirac) entre «*programme et objectifs d'action*» il affirme que c'est là «*l'exégèse des potins*», en d'autres termes du pinaillage. La question de savoir qui doit diriger la majorité pour la bataille électorale, n'étant toujours pas tranchée, il affirme : «*C'est le président de la République qui met en place un gouvernement, autour duquel s'organise la majorité.*» Barre prétend donc toujours à la direction.

Enfin, il est normal pour Barre que Klaus Croissant ait été extradé car «*le droit d'asile s'applique à un homme persécuté et l'Allemagne est un pays démocratique... Le gouvernement a agi avec fermeté et dans le respect de la loi.*»

Quant aux «*coopérants*» français disparus au Sahara, Barre a affirmé que la France faisait tout ce qui était en son pouvoir pour les récupérer !

Ce club de la presse n'aura finalement apporté qu'un rappel des positions de Barre, répétées sans relâche depuis septembre 76.

François MARCHADIER

## Démission du PS en Loire-Atlantique

La petite guerre fait rage au sein de la fédération de Loire-Atlantique du PS. Alors que des militants continuent à refuser la candidature imposée par Paris, de Chenard, maire de Nantes, on apprend qu'un membre du Comité fédéral, par ailleurs membre du CERES, vient de démissionner de son parti ; motif : «*Je mets en doute la volonté du parti de parvenir à un accord avec nos camarades du PCF.*» Le démissionnaire précise par ailleurs qu'il est en désaccord avec la position actuelle du CERES. On ne sait pas encore où va aller ce démissionnaire, mais l'exemple de Thionville doit nous donner une petite idée : le PCF attend bras ouverts.

## Fête socialiste à Paris

## LES MANOEUVRES ORATOIRES DE MITTERRAND

«*La fête du «Nouveau Populaire de Paris», journal de la Fédération parisienne du PS, est un succès aux dires des organisateurs : 100 000 personnes seraient passées dans les deux jours, de samedi 19 et dimanche 20. Pourtant, le temps fort que représentait le discours attendu de Mitterrand n'a réuni que quelques milliers de personnes, 7 000 tout au plus.*»

C'est la deuxième fête qu'organisait la fédé de Paris du PS. La première, l'an dernier, avait eu lieu place de la Bastille. Et cette année, les responsables avaient vu grand : la Porte de Pantin, comme pour le PCF. On est évidemment amené à comparer les initiatives du PS à celles du PCF : dans le cas des deux fêtes parisiennes, les différences quant au nombre et au type de militants sont particulièrement nettes : au moins dix fois plus de personnes pour le PCF et une composante plus populaire. Samedi et dimanche, Porte de Pantin, c'était, en majorité, le règne du col roulé et du manteau discret, mais de luxe.

Public différent donc, mais même volonté de singer le PCF : ainsi ont été annoncées les adhésions enregistrées pendant la fête : 256 ; le PS n'a pas maîtrisé, sur ce point en tout cas, l'art de l'exagération qui est celui de son partenaire.

Où était donc la politique ? Dans les stands assez peu nombreux, dans quelques forums le samedi et surtout dans le meeting de dimanche soir où prirent la parole Sarre, Maitte, le secrétaire de la fédération de Paris du PS, et surtout Mitterrand.

Mitterrand est un vieux routier des tribunes, il sait ce qu'il peut faire et ce qu'il doit éviter. Dimanche, il devait à la fois parler de l'Union de la Gauche en des termes optimistes puisque les militants étaient tout rassérénés de se voir si nombreux ensemble, et devait parler aussi des questions politiques du moment et en premier lieu de l'extradition de Klaus Croissant. La formidable ovation qui a salué le passage du discours de Sarre où il condamnait l'extradition avait d'ailleurs dû lui mettre la puce à l'oreille, comme au moment où il commençait son discours, les cris de «*Marchais, Mitterrand, merci pour Klaus Croissant*» qui retentirent

dans la salle et qui n'étaient pas que le fait d'un petit groupe.

Maniant l'ironie («*merci à Chirac-Barre de nous permettre d'avoir encore des chances de gagner*»), la grandiloquence ou le maniérisme, Mitterrand, comme souvent, a surtout pratiqué l'art de parler pour ne rien dire tout en se faisant applaudir par un public bien disposé. Pourtant, ce même public a été quelque peu gêné quand Mitterrand s'est lancé dans une improvisation sur les gouvernements qui résolvent leur crise et ceux qui ne la résolvent pas, citant pour le premier cas l'Angleterre «*où au moins le gouvernement a disposé du consentement des travailleurs pour appliquer son plan*»... Que voilà un aveu explicite du rêve social-démocrate du leader du PS !

Délaissant les questions de l'Union de la Gauche pour en venir à des problèmes plus précis, Mitterrand a évoqué la «*défense du droit, permanente et totale pour les socialistes*». De quel droit s'agit-il ? On peut en avoir une idée quand Mitterrand se lance dans une diatribe sur «*ces Français qu'il faut rendre à la France et qui sont les otages du Polisario*» pré-

sant ensuite, et seulement ensuite, que le peuple sahraoui a droit à l'autodétermination. Même démarche qui ne coûte pas cher et qui fait son effet : les socialistes au pouvoir rompraient les relations diplomatiques avec le Chili de Pinochet. Comment Mitterrand a-t-il dit cela ? En parlant de la visite du Shah d'Iran et en précisant, dans la foulée que bien sûr on ne pouvait rompre avec tout le monde. Les symboles et les liens économiques, ça fait deux. Et enfin, alors que l'impatience était évidente dans la salle, le secrétaire du PS en est venu à parler de Croissant, à désavouer en une phrase son extradition «*parce que cela fait le jeu du terrorisme*» après avoir consacré un long développement à ce même terrorisme et aux «*groupuscules irresponsables*» qui le pratiquent ou l'appuient.

Mitterrand a, en fait, réussi un prodige : celui d'exprimer dans son discours à la fois les illusions qu'il veut semer, et aussi les éléments de la politique qu'il veut mener ; et celle-là s'appelle répression, consensus social, austérité, le tout noyé dans les mouvements de foule et les belles paroles.

Nicolas DUVALLOIS

## Un député allemand à St Briec

Dans le cadre du jumelage entre Saint-Briec et la ville allemande d'Alsdorf, le député socialiste de cette ville, Kurt Koblitz, a rendu visite à ses collègues de la municipalité socialiste de Saint-Briec.

Interrogé par la presse sur le terrorisme en Allemagne, le danger de résurgence du fascisme, ce député allemand a fait l'apologie de la politique du gouvernement allemand.

Il n'a pas hésité à calomnier les journaux et journalistes qui ont critiqué l'Allemagne et affirmé ainsi que l'information en France avait souvent été déformée, parce qu'elle n'avait pas pris sa source dans la République Fédérale seulement, mais aussi dans d'autres pays plus ou moins bien intentionnés.

Si l'on comprend bien ce monsieur, la presse française est malhonnête lorsqu'elle ne se contente pas des explications du gouvernement allemand ! C'est un bon exemple de l'attitude actuelle de l'Allemagne, qui

exerce des pressions intolérables, avec la bénédiction du gouvernement français.

Le député allemand a vanté les conditions de détention «*très humaines*» dans les prisons allemandes ; à propos de la résurgence du nazisme, il l'a limitée aux groupes d'extrême-droite, se gardant bien de parler des centaines d'anciens nazis qui occupent encore des postes de responsabilité dans l'Etat allemand. Il a amalgamé les groupes d'extrême-gauche au fascisme, pour conclure que l'Allemagne était un pays éminemment démocratique et libre !

Enfin, pour illustrer cette «*liberté*» et cette «*démocratie*», il nous a rassurés sur le sort de ceux qui sont exclus de la fonction publique pour leurs opinions politiques : on essaie de les recycler dans une autre profession ! Merci pour eux, M. Koblitz !

Correspondant SAINT-BRIEUC

## Un «nouveau philosophe» avec la droite contre Marchais

Les chances de la droite dans le Val-de-Marne, et plus particulièrement au Kremlin-Bicêtre, sont des plus minces aux législatives. Marchais en est député et le PCF règne là-bas en maître. Défaite pour défaite, le PR a choisi un candidat spectaculaire contre Marchais : Jean-Marie Benoist, auteur de «*Marx est mort*», l'un de ceux que l'on a l'habitude d'appeler les «*nouveaux philosophes*». Il y a quand même un point commun entre les deux hommes : tous les deux, à leur manière, font tout pour répudier le marxisme.

## L'UFF : une certaine conception de la femme !

L'Union des femmes françaises tenait ce week-end son 13<sup>e</sup> Congrès à Marseille réunissant 1200 déléguées représentant, a-t-il été affirmé 125 000 femmes. Issue des Comités Féminins de la Résistance et impulsée par le PCF, cette association a largement défendu une image réactionnaire de la femme : «*femme au foyer*», femme-popote, femme ne se définissant que par sa fonction reproductive, en un mot une image de la femme coupée de la lutte des classes. Pour ne pas se couper totalement des aspirations des femmes, l'UFF, a essayé de reprendre récemment à son compte certaines revendications comme l'avortement remboursé par la Sécurité Sociale. Par ailleurs, cette association, tentant de camoufler qu'il est de notoriété publique qu'elle est dirigée par le PCF, tente de s'affirmer le plus possible «*sans orientation politique précise*». En témoigne cette définition que l'UFF s'applique à elle-même : «*le mouvement ouvert à toutes les Françaises, indépendant, où elles définissent ensemble un programme d'action.*»

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

1<sup>er</sup> Congrès d'Action Ouvrière et Professionnelle

# PORTER LA RÉACTION FASCISANTE DANS LES ATELIERS

Réunis sur une pelouse du bois de Vincennes, quelques centaines de membres du RPR assistaient samedi, au 1<sup>er</sup> congrès des AOP (Action ouvrière et professionnelle). Service d'ordre du SAC, «dont plusieurs groupes ont rejoint l'AOP» affirmera un intervenant et kermesse habituelle dans le parti de Chirac. Donner une image populaire du gaullisme et plus précisément «regagner les deux millions de voix ouvrières» que De Gaulle avait réussis à récupérer en 58, tel est le but avoué de l'opération. En fait, il s'agit surtout de tenter de disputer au PCF son influence dans les entreprises afin de pouvoir fomenter une réaction fascisante si ce dernier prend le pouvoir. Pour créer «une dynamique» les responsables prétendent être partis de 25 AOP en janvier et en avoir constitué 600 à ce jour. Les lieux d'implantation principaux du mouvement sont à eux seuls tout un programme : Mairie de Nice, Hôtel de ville de Paris, Peugeot Mulhouse et surtout Sochaux, Citroën etc... bref, pour l'essentiel des entreprises célèbres pour les innombrables atteintes au droit syndical parce que le patron est acquis au RPR. Impossible de penser, que ces AOP ne se constituent pas télégués par les patrons de ces entreprises et à l'aide de menaces contre les réfractaires.

«Nous voulons être le Tiers Etat du Tiers Etat» affirme un responsable qui ne parviendra pas cependant à convaincre que pour l'essentiel les gens présents, n'ont rien à voir avec la classe ouvrière sinon qu'en tant que membres de la maîtrise ils ont à la faire trimer chaque jour.

Cette «participation» qui est proposée comme objectif (voir encadré) ne peut d'ailleurs que satisfaire les cadres et c'est d'ailleurs bien à eux qu'il est fait explicitement référence dans le manifeste de la majorité.

Plusieurs délégués ont expliqué ce qu'ils faisaient dans les entreprises : à l'évidence l'objectif principal à l'heure actuelle est de contrer les syndicats, d'animer des sections FO, et plus souvent encore CFT. Six responsables des AOP sont dirigeants de la CFT... Un intervenant critiquera en termes peu amènes «les



Selon le journal de l'AOP, il s'agissait là d'un dîner de RPR Entreprises le 27 octobre au Plaza Athénée ; hôtel qui transforme son climat social par la participation. Tout à fait à gauche, J. Monod debout au fond, Ph. Dechartre délégué général.

élus du RPR» pour «ne pas être parvenus à faire abroger la loi du monopole syndical au 1<sup>er</sup> tour des élections professionnelles...»

«La participation est notre force de frappe, nous devons chaque jour convaincre la classe ouvrière qu'il ne faut pas faire sombrer les entreprises, nous devons insister sur les avantages sociaux qui ont été gagnés sous la V<sup>e</sup> République». Sans honte, Dechartre, principal responsable, évoque notamment les lois sur le droit syndical de décembre 68... arrachées après plusieurs semaines de grèves. Evidemment il a beau jeu de souligner que sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République, la gauche n'a jamais reconnu le droit d'exister à la Section syndicale d'entreprise. De la même manière, il est facile au trop célèbre Pasqua de demander pourquoi Defferre ne met pas «l'autogestion» en œuvre dans son journal *Le Provençal*... Malgré ces critiques faites à la gauche, on peut parier que le RPR ne deviendra pas «le métro en seconde aux heures de pointe» comme il dit vouloir être. Si De Gaulle a pu abuser une partie de la classe ouvrière un temps c'est surtout parce qu'il en avait les moyens dans une période où l'impérialisme français était en meilleure posture. Aujourd'hui que la crise sévit de manière aiguë, la mouvance se réclamant du gaullisme ne peut plus que drainer la maîtrise et tenter d'entraîner les chômeurs non pour une illusoire association *capital travail*, mais pour préparer un après 78 musclé.

François MARCHADIER

## Cantonale partielle de Strasbourg

Grossmann RPR 34, 14 (28,14) ; CDS 16, 69 (RI 13, 49) ; PCF 6, 30 (10, 9) ; PSU 3, 9 ; Brunschweiler PS 38, 94 (contre 17, 89 en 76).

## Un S.O. sur les dents...

Chargé de scander toutes les dix minutes «AOP - Chirac / AOP Chirac !», comme on acclame St Etienne sur un stade, le S.O. était particulièrement agressif, au point qu'il y eut plusieurs incidents.

- Est-ce que je peux passer ?
- Non c'est interdit
- Je suis de la presse et...
- J'en ai rien à foutre !
- On m'a dit d'aller chercher le texte de l'intervention de Chirac au service de presse.
- On ne passe pas, j'ai reçu des ordres, c'est toujours la presse qui fout le b...

Quelques minutes plus tard, un autre membre du SAC tenant en laisse un berger allemand visiblement dressé pour l'attaque, bousculait y compris des délégués.

## «la participation sauve une entreprise en péril»

C'est à la participation, «notre force de frappe» qu'est consacrée le dernier n° du journal *L'AOP Inter AOP* ; on peut y lire l'article suivant sous le titre :

### LA PARTICIPATION SAUVE UNE ENTREPRISE EN PÉRIL

«Fort de son expérience au Paza-Athénée, Paul Bougenaux a appliqué les méthodes à une entreprise de blanchisserie industrielle, employant 50 personnes. La situation sociale et les résultats de l'entreprise n'étaient pas brillants :

Perte depuis 8 ans. Trois changements de direction. Employés payés au SMIC, jamais consultés sur le choix du matériel de travail. 55 heures de travail hebdomadaire avec un jour de repos par semaine. Les experts déclaraient péremptoirement : «Etablissement trop petit. Fermez l'usine».

En 1975, M. Bougenaux a proposé une nouvelle organisation :

- 1) Augmentation de 30 % des salaires et repos de 2 jours par semaine.
- 2) Remplacement du matériel choisi par le personnel lui-même.

Au bout de 6 mois, 40 employés lavaient le linge de 800 chambres d'hôtel, alors que 50 ne lavaient le linge que de 400 chambres.

L'entreprise a réalisé en 1976, un bénéfice qui, distribué, représente pour chaque salarié, deux mois et demi de salaire. Le personnel a élu à bulletin secret une employée chargée d'animer la blanchisserie. Les méthodes de gestion modernes ont été introduites, comptabilité analytique, budget. Le personnel se réunit pour examiner les résultats. Un travail de formation et d'information et d'information économique a été réalisé et tout le personnel vit dans un climat détendu.

Actuellement, les amortissements, s'opèrent comme dans toute entreprise industrielle.

En un an, M. Bougenaux a réussi, dans une entreprise en difficulté depuis des années et malgré le blocage des prix à créer un nouveau climat social, à faire participer le personnel à la gestion, aux responsabilités, et au partage des richesses créées par l'entreprise.

Moralité : avec «la participation» la charge de travail a plus que doublé et le patron n'a jamais fait de tels profits. Cela donne la mesure de la lutte que Chirac entend mener en faveur des travailleurs et des chômeurs...

## Assises des Ecologistes à Paris

# Les Amis de la Terre quittent la réunion

Deux réunions d'écologistes se tenaient ce week-end dans la Région parisienne : Ecologie 78 à Paris et SOS Environnement à Nanterre. La première a été traversée par d'importantes contradictions quant à l'attitude à adopter lors des législatives de 78. La question était finalement de savoir si parmi les candidats de droite et de gauche qui ont l'intention de briguer les suffrages, il y en a qui représentent un moindre mal. Ceux qui répondent affirmativement se déclarent partisans de se désister pour ceux-là au second tour, même si le candidat écologiste obtient les 12,5% de voix des inscrits qui permettent de se maintenir. Les plus fermes sur ce point de vue avouent plus ou moins ouvertement que dans certains cas, pour empêcher un candidat «pollueur» de ressortir, il vaudrait mieux ne lui opposer aucun candidat écologiste. L'autre tendance ne voit pas du tout les choses de cette manière et exige que des engagements très fermes soient pris : «les candidats «verts» ne se désisteront sous aucun prétexte» même s'ils ne sont pas formellement tenus de se maintenir, s'ils obtiennent les 12,5% fatidiques. Cette dernière tendance représentée en particulier par l'Alsace, la Bretagne, la Loire Atlantique et certains groupes de la Région parisienne se méfie à juste titre du récent tournant du PS, qui ne prône un moralisme nucléaire, sous certaines conditions, que pour de pures raisons électorales.

Cette tendance s'est avérée assez ferme dans ses positions pour que les Amis de la Terre de Paris avec à leur tête Brice Lalonde décident finalement de quitter la réunion. Dans le communiqué publié par cette association, on peut lire :

«L'AG d'Ecologie 78 a adopté une attitude ferme et partisane qui va à l'encontre de l'image de maturité politique et d'ouverture acquise par les écologistes aux municipales». Suivent quelques considérations sur le caractère «irresponsable et dogmatique» des autres délégués. Le communiqué se termine par cette phrase : «Nous ne pouvons donc prendre aucune responsabilité au sein d'Ecologie 78 et réservons notre participation future».

Ecologie 78 à l'heure actuelle refusera donc de se désister au second tour, y compris pour les candidats qui accepteraient d'intégrer à leur programme les cinq axes principaux de la plate-forme commune qui avait été adoptée il y a quelques semaines. La quasi-unanimité des militants restants se sont prononcés pour que des contacts soient pris avec l'autre branche du mouvement écologiste, SOS Environnement, ce qui a été fait. Celle-ci est de toutes la plus hostile, apparemment, à ces désistements pour d'autres candidats, et au retrait des «verts» s'ils obtiennent les fameux 12,5%. Ceux-ci auraient déjà préparé 52 candidatures alors que ce qui reste d'«Ecologie 78» en prévoit, pour le moment, 150. Il serait cependant erroné de cataloguer le mouvement écologiste en deux parties bien distinctes tant les contradictions qui les opposent ont encore besoin d'être éclaircies. Les Amis de la Terre de Marseille, par exemple, dont nous avons publié une interview il y a quelques jours, viennent de refuser «en tant qu'association» de s'associer à un conseil de l'environnement que Defferre essayait démagogiquement de mettre en place.

## Ecologie : «SOS Environnement» adresse un ultimatum à Chirac

Le mouvement écologiste «SOS-Environnement» vient de lancer un ultimatum au maire de Paris. Le mouvement se retirera des commissions d'arrondissement et de la commission d'environnement si, d'ici le 15 janvier, Chirac ne donne pas satisfaction aux exigences suivantes : affecter les grands terrains disponibles à Paris à des espaces libres, transformer l'Hôtel de Ville en «maison de verre», donner réellement la priorité aux transports en commun et adapter la ville aux handicapés.

Cet ultimatum équivaut bien à l'annonce du prochain retrait de «SOS-environnement» des commissions d'arrondissements, puisqu'on voit mal Chirac accepter ces exigences. Venant d'une organisation qui, de toutes les autres organisations écologistes, a participé le plus longtemps aux commissions d'arrondissements, il vient confirmer si besoin était le caractère bidon de ces commissions, où les élus RPR imposent leur loi.

# RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

## DES INITIATIVES SUR PARIS POUR LA PRÉPARATION DU RASSEMBLEMENT

La mobilisation pour le Rassemblement Communiste du 27 novembre mobilise un nombre important de sympathisants, de travailleurs à notre contact. Des sympathisants ont été mobilisés pour le 27 par de nombreuses initiatives... La tenue de réunions ouvertes autour de la Tribune libre du Parti sur FR 3 et les nombreuses discussions menées à ce moment là ont servi de relai, pour la mobilisation. Mais d'ores et déjà des initiatives ont été prises sur des entreprises ou quartiers.

Autour de militants du 20<sup>e</sup> arrondissement ce sont des montages diapositives, associant les contributions de jeunes travailleurs, femmes et chômeurs sur «vivre et se loger à Paris» et «travailler à Paris» qui sont en cours de confection...

Dans le 18<sup>e</sup> arrondissement des camarades ouvriers du transport réalisent panneaux et interventions sur la restructuration et les luttes dans leur secteur...

Aux PTT, dans le cours même de

l'action menée au centre de tri PLM, les camarades réalisent avec les travailleurs en lutte contre la répression et pour leurs revendications un projet collectif d'intervention, de témoignage, mettant plus particulièrement en cause la réalité vécue dès aujourd'hui d'une main mise PCF sur le syndicat, l'action, les rapports avec la hiérarchie de l'entreprise...

Sur les quartiers des panneaux vivants explicitent, sur les marchés, les objectifs du rassemblement.

De nombreux syndicalistes CFTD et CGT se réunissent avec des camarades pour envisager leur apport au débat sur 78, à l'animation de la discussion sur nos perspectives de Front : dans l'électronique, l'aéronautique, le commerce, les finances... Ces réunions se préparent activement !

En avant pour le succès du Rassemblement sur Paris !



**Dimanche 27 novembre**

**14 h - Salles de la Mutualité (Métro Maubert-Mutualité)**

## Que faire pour 78 ?

### ● TÉMOIGNAGES :

des syndicalistes, des paysans, des travailleurs immigrés, des écologistes, des femmes accusent le capitalisme et tracent les perspectives de lutte pour 78 et l'après 78

**Intervention centrale du Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste**

### SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES DU MONDE

● CHINE - L'expérience de Tating : en marche vers le communisme

● Témoignages sur la lutte des DISSIDENTS EN URSS.

Les luttes de Libération Nationale :

EN AFRIQUE AUSTRALE

EN PALESTINE

La lutte des peuples d'AMÉRIQUE LATINE contre les dictatures fascistes

### 6 débats

● Quel est le véritable projet du PCF ?

Avec des travailleurs des entreprises nationalisées, des anciens membres du PCF qui ont connu les années 44 - 47 quand le PCF était au gouvernement.

● Quelle base d'unité pour 78 ?

Avec des ouvriers syndicalistes, des écologistes, des représentantes des groupes femmes

● Quel projet socialiste pour la France ?

● Français-Immigrés : une seule classe ouvrière

● Où en est la situation internationale ?

● Qu'est-ce que l'Euro-révisionnisme ?

Avec des militants d'organisations révolutionnaires, italienne, espagnole, basque...

### Musique et chants Stands

Akendengue - chanteur africain  
Troupe et orchestre arabe  
L'atelier populaire de chansons

Des fédérations du PCRml  
Stands anti-impérialistes et de nombreuses organisations

### Montages diapos Crèche

à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

## Sahara

# SUSPENSION DES NÉGOCIATIONS DE CHAYET AVEC LE FRONT POLISARIO

Les négociations de l'émissaire de Giscard, Chayet, ont été suspendues samedi à la demande du gouvernement français. Aucune reprise n'est prévue. Un communiqué du ministère des Affaires étrangères faisait savoir ensuite, dimanche que le gouvernement français envisageait la reprise de démarches par l'intermédiaire de la Croix rouge internationale. Il se confirme donc que Giscard s'est obstiné dans sa position

consistant à ne vouloir parler que des techniciens disparus, sans reconnaître son engagement dans la guerre de régimes expansionnistes contre le peuple sahraoui. De son côté, le gouvernement de la RASD a déclaré : «Le Front Polisario est disposé à rencontrer l'émissaire du gouvernement français quand il le voudra».

En Mauritanie, six cents hommes des troupes marocaines sont arrivés à Zouérate «pour renforcer le

système de défense» des complexes miniers. Ce renfort porte à plus d'un millier le nombre des soldats de Hassan II à Zouérate. L'armée marocaine est également présente à Pakhla, Bir Moghrem, Ain Bentil et Nouadhibou. Il est de plus en plus clair que le régime d'Ould Dadah ne peut poursuivre la guerre contre le peuple sahraoui qu'au prix d'une intervention accrue des parachutistes de Giscard et des troupes d'Hassan II.

## Chili : manifestation des familles de détenus politiques

## Des armes françaises pour le Shah

Après sa visite et ses entretiens avec Giscard, le Shah a confirmé sa prise de position favorable au gel du prix du pétrole. Le porte-parole de l'Élysée s'est félicité de ce «résultat de toute première importance».

A sa sortie de l'Élysée, le Shah a déclaré lui-même : «Nos relations à tous points de vue sont excellentes». Il a rappelé que deux contrats sont en cours, l'un pour deux centrales nucléaires, l'autre pour la construction d'une usine de montage Peugeot. L'Iran pourrait également acheter une dizaine d'Airbus.

Comme on lui demandait s'il pourrait chercher à se procurer des armes en France, il a répondu : «Si notre fournisseur ne nous vend pas d'armes, il y en a d'autres qui sont prêts à le faire.» Le «fournisseur» est Carter : bien qu'aucun désaccord ne semble être apparu entre eux, il n'est pas exclu, étant donné les contradictions croissantes en Iran, qu'au cas où une alternative satisfaisante pour l'impérialisme U.S. apparaîtrait, le président américain lâche le dictateur sous prétexte de «lutte pour les droits de l'homme».

Jeudi, une centaine de représentants de détenus politiques «disparus» après avoir été enlevés par la police politique de Pinochet, se sont rassemblés devant le Ministère des Affaires étrangères, dans la capitale chilienne, au moment où l'ambassadeur américain s'y rendait. Ils portaient des panneaux avec les portraits des disparus et distribuaient un tract où ils demandaient qu'on leur donne des informations sur les 566 disparus.

En juillet dernier, plusieurs membres de l'organisation des familles de détenus ont fait la grève de la faim dans les locaux de l'ONU à Santiago. La manifestation de jeudi était probablement la première manifestation publique ouverte organisée depuis le coup d'Etat de 1973. Elle a été réprimée violemment par la police qui a arrêté plusieurs dizaines de personnes, y compris des passants et un journaliste américain qui avait pris des photos.

## USA : visite de Gonzalez dirigeant du PSOE

Alors que Carrillo continue sa tournée de conférences, Gonzalez, dirigeant du PSOE (parti socialiste espagnol) fait un voyage officiel aux Etats-Unis. Gonzalez a pu rencontrer le vice-président Mondale, le secrétaire d'Etat Vance, Brzezinski et d'autres personnalités. Carrillo n'est pas payé de ses nombreuses déclarations conciliantes à l'égard de l'impérialisme US : il ne semble pas qu'il puisse obtenir de réception officielle.

### MEETING A LA MUTUALITÉ

## Soutien aux luttes contre l'impérialisme français

MERCREDI 23 NOVEMBRE 1977 - 20 h 30.

- Analyse de l'intervention économique, politique et militaire de l'impérialisme français en particulier autour du Sahara.

- Témoignage sur la coopération.

- Les luttes contre les expulsions.

- Les luttes contre l'immigration.

- Les luttes dans les colonies.

- La lutte du peuple Sahraoui.

organisé à l'initiative du CEDETIM avec la participation des organisations invitées. Ont déjà répondu :

Association des Amis de la République arabe sahraoui démocratique ; Union générale des travailleurs sénégalais en France ; Comité de lutte contre la répression au Maroc ; Comité unitaire Français - Immigrés ; Groupes Témoignage Chrétien.

Avec le soutien de : LCR - OCT - PCRml - PSU.

### URSS

Polikanov, un des plus grands savants soviétiques spécialiste de la physique nucléaire, a convoqué une conférence de presse pour se plaindre du fait que le gouvernement soviétique refuse de le laisser partir pour un an avec sa famille poursuivre ses recherches en Suisse. Le régime de Brejnev veut garder sa femme et sa fille en otages pour être sûr qu'il revienne.

# «SADATE, SADATE PENSE AUX PALESTINIENS !»

«Sadate, Sadate, pense aux Palestiniens !», tels sont les cris des manifestants que Sadate a entendus dans les rues de Jérusalem, malgré le quadrillage de la ville par la police sioniste. Les droits du peuple palestinien étaient aussi rappelés en plein milieu de la réception de Sadate, véritable opération de propagande orchestrée par les sionistes, couverte par des milliers de journalistes et cautionnée par le chef d'État égyptien.

Même si, dans son discours, Sadate a montré une apparente fermeté, rappelant à Bégin la nécessité d'évacuer tous les territoires occupés et les droits nationaux du peuple palestinien, il n'en reste pas moins qu'il a formellement reconnu, avec une grande insistance, l'État



Bégin

sioniste : «*Nous acceptons de vivre avec vous*». En parlant des droits du peuple palestinien, il s'est abstenu de parler de l'OLP et il a qualifié l'État pales-

tinien qui pourrait voir le jour selon lui de «*pays nouveau-né qui a besoin de tout le monde*». Par rapport à la capitulation que représentait à lui



Sadate

seul le voyage de Sadate, le discours de Bégin consacré en majeure partie à un exposé systématique des thèses sionistes, est une véritable fin de non-recevoir. Faisant preuve d'une incroyable démagogie, il a appelé les peuples de la région à la «*coopération*». Bégin a appelé le gouvernement égyptien et les autres régimes arabes à signer un traité de paix, sans envisager la moindre concession sur les territoires occupés, ni sur Jérusalem, sans un mot sur le peuple palestinien. De plus, en même temps qu'il accepte le principe de la conférence de Genève, Bégin appelle d'abord à des négociations afin d'aboutir à des traités de paix séparés pour diviser le front arabe.

Ne pouvant masquer cette fin de non-recevoir de Bégin, Sadate déclarait après sa visite à la Knesset : «*Ce n'est pas avec des discours que l'on fait des négociations. Le véritable travail commence maintenant*». De son côté, Bégin laissait entendre après qu'il accepterait une «*représentation palestinienne*» à la conférence de Genève. On sait quelles sont les positions sionistes à ce sujet : quelles qu'en soient les différentes moutures, elles visent à éliminer l'OLP.

Même si, après les discours de la Knesset, des négociations s'engagent, en l'affaire c'est Bégin qui est en meilleure position. Il peut maintenant faire éventuellement quelques concessions à l'Égypte en vue de concrétiser sa tentative de paix séparée. Quoiqu'il en soit, Sadate, en allant à la rencontre des autorités sionistes, se place plus que jamais au pied du mur. L'éventualité d'un échec total de sa démarche, rend plus immédiate pour lui l'alternative : se démettre ou faire la guerre.

Pendant la visite de Sadate, quadrillage policier contre les manifestants palestiniens.



## LES RÉACTIONS DANS LES PAYS ARABES

En Palestine occupée, une manifestation s'est déroulée sur le passage de Sadate, dans les rues de Jérusalem, les manifestants dénonçant l'occupation sioniste et la visite de Sadate aux autorités sionistes. La grève des commerçants et des services, décrétée par l'OLP, semble avoir été suivie, malgré les menaces de graves sanctions proférées par les sionistes. D'autre part, les maires palestiniens ont refusé de se rendre à la mosquée Al Aqsa où se trouvait Sadate.

Le chef du département Information de l'OLP, Yasser Abed Rabbo a estimé que Sadate «*a eu*

recours à la surenchère et à la démagogie pour masquer sa honteuse capitulation... Les fermes propos qu'il a tenus ne le sont qu'en apparence et sont destinés en fait à la consommation intérieure arabe». Le Comité exécutif de l'OLP à Beyrouth a demandé la convocation immédiate d'un sommet arabe regroupant la Syrie, l'Irak, la Libye, l'Algérie et le Yémen Sud, pour examiner les mesures à prendre à l'encontre de Sadate. De plus, le Comité central de l'OLP doit se réunir jeudi à Damas.

Au Liban, des grèves et des manifestations regroupant des milliers de per-

sonnes ont eu lieu samedi à Beyrouth et dans les autres villes.

En Syrie, où un deuil national de 24 heures avait été décrété, un attentat a causé d'importants dégâts à l'Ambassade d'Égypte.

En Irak, des manifestations importantes se sont déroulées à Bagdad. Des étudiants égyptiens ont entrepris une grève de la faim et ont remplacé des portraits de Sadate par des portraits de Nasser.

Des manifestations d'étudiants arabes et palestiniens ont également eu lieu en Tunisie, en Lybie, en Algérie, au Pakistan, en Inde, au Bengladesh.

## Discours à la Knesset

### SADATE

Nous vous avons rejeté et nous avons pour cela nos raisons. Oui, nous refusons de vous rencontrer en aucun endroit du monde. Oui, nous vous présentions comme le soi-disant Israël. Oui, nous étions membres de conférences internationales et nos représentants n'échangeaient et n'échangent toujours pas de saluts. Oui, c'était comme cela et c'est toujours comme cela...

Mais je veux vous dire aujourd'hui, et je proclame au monde entier : nous acceptons de vivre avec vous dans une paix juste et durable et nous ne voulons pas vous encercler ni que vous nous encercliez avec des fusées destructrices ou avec ces fusées que sont la haine et la vengeance...

Et j'ai proclamé tant de fois qu'Israël est devenu un fait établi et reconnu par le monde, et les deux super-puissances ont assumé la responsabilité de sa sécurité et la protection de son existence. Et dès lors que nous cherchons une vraie paix, nous acceptons qu'Israël vive parmi nous dans la sécurité et dans la paix (...).

### NOUS N'ALLONS PAS MENDIER...

...Mesdames et Messieurs, je vous le dis, la paix ne sera pas vraiment la paix au sens propre du mot si elle n'est pas fondée sur la justice, au lieu d'être fondée sur l'occupation des territoires des autres peuples.

— Qu'est-ce que la paix pour Israël ? Est-ce de vivre dans la région avec ses voisins arabes en paix et dans la sécurité ? J'approuve cette logique. C'est pour Israël, de vivre dans ses frontières à l'abri de toute attaque ? Je dis oui.

Qu'Israël obtienne toutes sortes de garanties ? Je dirais oui. Mais nous proclamons aussi, nous proclamons même que nous acceptons toutes les garanties internationales que vous pouvez imaginer et que vous pouvez exiger.

... Mais comment pouvons-vous y parvenir ? Comment parvenir... à ces résultats de façon que cela nous mène à la paix durable et définitive ?

Il y a une terre arabe qu'Israël a occupée et qu'il occupe encore par la force militaire. Et nous insistons sur l'achèvement du retrait total de cette terre, y compris de la Jérusalem arabe. La Jérusalem arabe, où je suis venu, la ville de la paix, qui a été et sera toujours l'incarnation de la coexistence entre les croyants ceux des trois religions révélées.

Quant au problème palestinien, nul ne nie qu'il constitue l'essence du problème dans son ensemble. Et nul aujourd'hui dans le monde entier n'accepte les propos et les slogans ayant cours en Israël et qui éludent le peuple palestinien et demandent qui sont les Palestiniens.

Même quand les Etats-Unis d'Amérique, qui sont votre premier allié, qui assument l'engagement maximum pour protéger Israël et sa sécurité, qui ont fourni et qui fournissent encore à Israël le soutien moral, matériel et militaire, je dirais même les Etats-Unis ont décidé de regarder la réalité en face et de reconnaître les droits légitimes des Palestiniens et le fait que le problème palestinien est l'essence et le centre de la lutte.

Et tant que ce problème n'est pas résolu, le conflit s'aggravera et prendra de nouvelles dimensions. Et en toute honnêteté, je veux vous dire que la paix ne peut être réalisée sans les Palestiniens. Et ce serait une grave erreur d'ignorer ou de négliger cette question ou de la mettre de côté.

### BEGIN

Nous croyons seulement au droit. Notre aspiration, c'est la paix. Monsieur le président de l'Égypte, dans cette enceinte, se trouvent les meilleurs des militants qui ont mené des troupes à un combat qui leur avait été imposé. Ils appartiennent à différents partis mais nous n'avons qu'un seul désir dans l'âme : la paix (...).

Négocions donc, Monsieur le président, un traité de paix et grâce au Seigneur, viendra le jour où nous le signerons. L'avenir sera brillant pour tous les peuples de la région (...).

Vous aurez un ambassadeur loyal à Jérusalem et nous au Caire. Nous proposons la coopération économique. Le Seigneur a créé dans cette région des oasis et des déserts qu'on peut faire fructifier (...).

Que les visiteurs viennent nombreux. Notre frontière est ouverte au Nord, au Sud, à l'Est. J'invite le président de la Syrie à la signature d'un traité de paix. J'invite Hussein de Jordanie et j'invite aussi le porte-parole, des ancêtres de la terre d'Israël, à discuter de la justice sociale et de l'honneur mutuel.

Nous nous rendrons dans ces capitales : Amman, Damas, Beyrouth, pour négocier aussi.

Je propose que tout puisse devenir négociable (...). Négocions jusqu'à l'heure d'un traité de paix. Sur la base des résolutions 242 et 238 de l'ONU. Parlons des problèmes qui seront discutés à Genève... où que ce soit.

Permettez-moi de dire quelques mots de Jérusalem où vous avez prié ce matin. Vous avez vu que c'est une ville réunifiée, sans obstacle à tous les lieux saints. Ce phénomène qui n'existait pas pendant dix-neuf ans, existe à présent depuis onze ans. Nous pouvons donc garantir que ce libre accès existera pour tous les peuples musulmans et chrétiens, car nous respectons chaque croyance.

# abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

## A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

# manifeste

# pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrement des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, ces abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

## et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Hsoran)
- Les enfants de Xisha (Hsoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Ken Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Vive le Vids, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile  Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)



## sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

### Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)  
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib. Mimsels (10%)  
5, bis rue Gressé
- Bourges** Librairie athenaï (10%)  
4, cours Avericum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)  
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)  
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)  
30, rue de Kersapont
- Lille** Librairie Populaire  
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)  
226, rue Duguesclin (3<sup>e</sup>)
- Marseille** Librairie Lire (10%)  
Rue Sainte (1<sup>er</sup>)
- La Rochelle** Librairie «La Genettes» (5%)  
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71  
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Carpes  
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes  
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois  
25, rue du Valois (1<sup>er</sup>) (10%)  
Les Joueurs de A (12% liv. politiques)  
9, rue des Lions St-Paul (10%)  
L'Harmattan  
18, rue des Quatre Vents (8<sup>e</sup>) (10%)  
Tschern  
83, bd du Montparnasse (14<sup>e</sup>) (10%)  
Pleama  
41, rue Saint Honoré (10%)  
33% sur les Ed. P. - J. Oswald  
7, rue de l'École Polytechnique (5<sup>e</sup>)  
Le grand jeu 20 rue Cobert

Rains

### Cinémas

- Paris** Saint Séverin  
12, rue St-Séverin (8<sup>e</sup>)  
Tarif étudiant : 10 F  
La Clef  
21, rue de la Clef (8<sup>e</sup>) (tarif étud.)  
Seine Cinéma -  
8 rue Frédéric Sauton - paris 5<sup>e</sup>
- Lyon** Cinématographe  
44, cours Suchet (2<sup>e</sup>)  
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)  
Le Canut  
32, rue Leynaud (1<sup>er</sup>) (tarif étud.)

Nom (en capitales).....  
Prénom.....  
Ville.....

Date :

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## PROGRAMME TÉLÉ

LIRE

## Lundi 21 novembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : le bruit et le travail  
 18 h 25 - Pour les jeunes.  
 18 h 50 - Les aventures de l'énergie.  
 18 h 55 - Le 16 à Kerbriant.  
 19 h 10 - Une minute pour les femmes.  
 19 h 45 - Eh bien raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Catherine. Film français de Bernard Borderie (1968). Avec Olga Georges-Picot et Claude Brasseur. Les aventures romanesques d'une fille d'orfèvre. Mélodrame soporifique.  
 22 h 10 - Quand les Anglais occupaient Paris. Émission Jean Duché. Tableau de Paris entre 1421 et 1436.  
 22 h 40 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Ouvrez l'œil  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - La tête et les jambes.  
 21 h 55 - Marek Halter.  
 22 h 50 - Zig-zag : photojournalisme 1967-1977.  
 23 h 20 - Journal et fin.

FR 3

20 h 30 - L'adorable voisine. Film américain de Richard Quine (1958), en version française. Comédie américaine fantastique. Le charme sophistiqué Kim Novak et de son chat.  
 22 h 10 - Journal et fin.

## MARDI 22 novembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
 18 h 25 - Pour les jeunes  
 18 h 50 - Les aventures de l'énergie  
 18 h 55 - Le 16 à Kerbriant  
 19 h 10 - Une minute pour les femmes  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Eh bien, raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Lettres d'un bout du monde : l'Espagne. Série de quatre émissions de J.E. Jeannesson 1. Les Maîtres de Jerez. Le portrait d'un grand propriétaire terrien, dignitaire fasciste et membre du conseil d'administration d'une multinationale.  
 21 h 30 - Découvertes  
 22 h 30 - Un homme, une terre. Au bout du petit matin Aimé Césaire  
 23 h 35 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dorothée et ses amis  
 18 h 40 - C'est la vie  
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Ouvrez l'œil  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Francis Gary Powers. Un film sur l'affaire de l'U2 avion espion US abattu au dessus de l'URSS en 1962 sert d'introduction au débat sur l'espionnage aérien.  
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
 20 h 30 - Western, aventure. Quatre du texas. Film américain de R. Aldrich 1963. Avec Frank Sinatra, Dean Martin, Ursula Andress, Charles Bronson. Le western burlesque, aux gags volontairement appuyés.  
 22 h 10 - Journal et fin

## «L'AFRIQUE DU SUD, HISTOIRE D'UNE CRISE»

Editions Maspéro

Le petit livre (150 pages) de René Lefort apporte quelque chose de nouveau : plus récent que des ouvrages d'ensemble datant d'avant Soweto, plus global que d'autres portant sur des points précis, facile à lire et à consulter, il permet à quiconque veut s'informer de savoir l'essentiel sur la situation économique, sociale et politique de l'Afrique du Sud. Il éclaire très bien sur le développement de la lutte du peuple d'Afrique du Sud depuis un an et demi.

Dans une étude qui remonte aux débuts de la colonisation, René Lefort montre comment le capital minier a fondé tout son développement sur le travail forcé et migrant, et élaboré dès le début du siècle, le système de ségrégation, c'est-à-dire le maintien de la main d'œuvre noire dans les réserves et en même temps sa sur-exploitation dans les zones blanches, où elle est privée de tous droits politiques et syndicaux. Le système est encore développé par les racistes, par un renforcement de la législation d'apartheid : «*Tout est mis en œuvre pour que, dans des villes autant que dans les campagnes, tous ceux qui ne peuvent justifier d'un emploi effectivement occupé soient susceptibles d'être renvoyés dans leurs réserves. On estime ainsi que pendant les dix dernières années, deux millions et demi d'Africains ont été déportés.*» Faits et citations à l'appui, Lefort montre que les arguments

des «libéraux» et des États-Unis selon lesquels le racisme ne serait qu'un phénomène idéologique pouvant être changé par quelques réformes, sont erronés : en fait, le système d'exploitation et d'oppression de la classe ouvrière d'Afrique du Sud a été élaboré depuis des dizaines d'années. C'est sur ce système raciste que repose l'économie de l'Afrique du Sud. Cette analyse montre en même temps que la prétendue indépendance des bantoustans n'est qu'une nouvelle adaptation de ce système.

En parcourant l'histoire du peuple africain, l'auteur indique que, loin d'avoir été une occupation pacifique de territoires déserts, la colonisation de l'Afrique du Sud fut sans doute la plus meurtrière de tout le continent. Les «royaumes combattants» d'Afrique Australe levèrent de

véritables armées qui infligèrent de lourdes défaites aux colonialistes, ceux-ci mirent un siècle pour venir à bout des armées des «royaumes». Malgré la mise en place du système de ségrégation, des luttes de la classe ouvrière (dès 1920) apparaissent, des tentatives d'organisation syndicale se font jour. Elles seront cependant étouffées par la répression et le manque de perspectives politiques. René Lefort retrace ensuite l'histoire du mouvement de ces dernières années : la fondation de l'ANC en 1955, l'organisation de manifestations pacifiques, puis le massacre de Sharpeville en 1960. Puis, c'est la génération actuelle, celle de la Conscience Noire et de Soweto. L'auteur expose brièvement les problèmes tactiques et stratégiques qui se posent aujourd'hui au mouvement de libération.

On peut cependant regretter que René Lefort n'accorde pas une assez grande place aux implications internationales de la lutte du peuple d'Afrique du Sud. En effet, la solidarité des peuples d'Afrique et du Tiers-Monde sont une donnée fondamentale de la situation de cette lutte. C'est ce soutien qui a permis de dénoncer le rôle des puissances occidentales, en particulier de la France dans la fourniture d'armes aux racistes.

De même, les rivalités des deux superpuissances, la volonté d'intervention de l'URSS, la hâte de Carter pour éteindre le brasier et empêcher cette intervention doivent être prises en compte.

Jean-Pierre CHAMPAGNY



# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
 Copyright Édition Denoël

121<sup>e</sup> épisode

— Vous repartez, c'est décidé?

Que pouvais-je faire d'autre? Je m'accordais deux semaines avant de reprendre le train, j'irais partout, je frapperais à toutes les portes. Le temps des pudeurs était dépassé. Il ne me coûterait plus d'entrer dans un café d'hommes, de questionner, d'être vue et jugée. Je m'adressais de terribles reproches, me souvenant d'hésitations, d'arrière-pensées qui avaient étranglé l'ébauche de nos projets. Mais tout en accusant ma nature, je me savais incapable de la dompter. Arezki m'avait aimée sans rien en ignorer, jamais dupe sans doute de mes

promesses. Il ne m'avait pas brusquée, calculant que le temps, l'attachement physique m'engageraient davantage.

J'allai chez l'oncle un soir. Il me reçut fort mal. Il ne voulait pas d'histoires, il disait ne rien savoir, pas même qu'Arezki ait été arrêté. Sa joue droite, de l'œil au nez, portait des cernes violets. La cafetière était invisible; je me demandai où il cachait le vin maintenant.

Je revins chez Feraht mais il n'avait rien appris. Il me fit asseoir, m'apporta une orangeade et nous parlâmes d'Arezki, de la guerre. Ses propos avaient une sécheresse effrayante et les mots de torture, de mort, de souffrance s'évidaient en passant par sa bouche. Il savait qu'un jour on l'arrêterait et que son tour viendrait de savoir se taire. La disparition d'Arezki était naturelle, elle s'inscrivait dans une fatale logique dont j'étais la seule à m'émouvoir.

— Moi, mon idée c'est qu'ils l'ont «renvoyé» là-bas. Ça serait mauvais. Pas beaucoup y arrivent. Il pourrait se trouver dans une prison ici? Comment savoir? Attendre! Il avait peut-être sur lui des papiers compromettants, mais ça m'étonnerait, il était trop prudent. Quelqu'un l'a peut-être dénoncé? Il y en a qui flanchent. C'est pas facile, quand vous êtes seul avec eux, les mains attachées... Ce n'est plus le comptoir du café... il n'y a pas de témoin.

Je voulus lui laisser mon adresse, celle de chez nous, puisque j'allais repartir. Il refusa.

— Pas de papier, pas d'adresse! c'est trop dangereux.

Et enfin je rencontrai Mustapha. Devant lui j'osai pleurer. Mon chagrin l'ébranla. Il consentit à prendre mon adresse et si un jour Arezki reparaitrait...

— Si c'est pas moi qui suis mort, ajouta-t-il.

Il me restait une question à lui poser.

— Que signifie Hawa?

— Comment?

Je répétais en m'appliquant à prononcer.

— Hawa? c'est Ève.

— Merci.

Lorsque je lui annonçai mon départ, Anna questionna très vite :

— Et la chambre?

— Mais vous la reprenez si vous le désirez!

Sa voix au téléphone était encore plus chuchotante.

— Oui, je n'aime pas le Foyer. Je vais travailler bientôt, et...

— Venez le 22, mes bagages seront terminés, je vous remettrai la clé.

— A bientôt.

Elle raccrocha la première.

Je me refuse à imaginer ce qui m'attend. La vue de Marie-Louise m'est, par avance, insupportable; sa peine me fait injustement horreur. Elle est victime et je la déteste. Je devine aussi que je serai dure avec la grand-mère et que, les premiers attendrissements passés, je fuirai toute conversation. Il me faudra travailler et sans doute choisirai-je un de ces gagne-pain où les relations humaines sont inexistantes. La vraie vie aura duré neuf mois.

à suivre

Samedi, à Paris

# UN PREMIER PAS CONTRE LES MESURES STOLÉRU

Par Eric BREHAT

● Samedi 14 heures. A Barbès, dans les cars bleus des mobiles et les fourgons des CRS, les visières des casques luisent. A Nation, la place est littéralement bouclée...

Une manœuvre de dernière minute de la préfecture de police a interdit que le départ de la manifestation de protestation contre les mesures Stoléru se fasse à Barbès où, tous les samedis après-midi, de très nombreux immigrés se retrouvent. Pourtant ce 19 novembre, deux mois après les ignobles décisions du sous-secrétaire d'Etat au «travail manuel», rien n'a pu empêcher l'indignation, la colère et l'unité des travailleurs français et immigrés de s'exprimer.

Ignorés de la télévision et de la grande presse, toutes occupées à fêter l'accolade entre Sadate et Begin, cette manifestation, par son ampleur et sa tenue, par sa forte composante immigrée, aura pourtant marqué un point contre la politique de répression de l'immigration.

## LES FOYERS SONACOTRA EN TÊTE

Fait marquant de la manifestation, les ouvriers immigrés résidents des foyers SONACOTRA se sont

largement mobilisés, conscients de leur rôle dans la riposte. Venu par cars entiers des foyers de la banlieue parisienne avec de nombreuses banderoles, ils donnaient à la manifestation un caractère nettement

offensif. Leur nombre, leur détermination, leur responsabilité par rapport aux manifestants qui s'obstinaient à défilier devant la banderole de tête, apportaient un cinglant démenti à cette affirmation de Dijoud, à l'Assemblée Nationale : «Les seuls obstacles (à la négociation dans les foyers) tiennent à l'irresponsabilité criminelle de groupuscules gauchistes.» Le Comité de coordination des foyers SONACOTRA en lutte était mis en avant par de nombreux manifestants, au cri de «Vive le comité de coordination, non aux négociations foyer par foyer». Et ceci particulièrement lors du passage place du Colonel Fabien, devant le siège du PCF, dont on connaît les manœuvres de division entre foyers.

«En nous mobilisant contre les mesures Stoléru,



nous défendons nos droits. Beaucoup parmi nous sont en situation «irrégulière» comme on dit, et nous savons bien qu'il n'y a qu'en manifestant ou en faisant grève qu'on peut obtenir la régularisation. Mais en venant manifester, nous ne nous occupons pas que de nos affaires. Les mesures Stoléru veulent nous faire peur, comme les contrôles policiers, les incendies criminels, les expulsions brutales. Et ils veulent nous faire peur parce que nous ne voulons pas baisser la tête, nous laisser humilier et exploiter. Et ça, ça intéresse les travailleurs français : les patrons veulent des immigrés qui ne disent rien, qui ne fassent pas la grève » expliquait un ouvrier métallurgiste algérien, résident d'un foyer de la banlieue nord. A son avis, les mesures Stoléru ne visent pas à supprimer l'immigration, mais à expulser les immigrés combattifs, quitte à recourir à de nouvelles immigrations, en provenance d'Asie du Sud-Est, par exemple. Aussi les mots d'ordre : «Français-Immigrés, une seule classe ouvrière, Français-Immigrés, égalité des droits ! Non au million, non à la division» étaient-ils particulièrement repris.

## NON AU CÉLIBAT FORCÉ !

Parmi les mesures Stoléru, la suspension de fait de l'immigration familiale est certainement l'une de celles qui a suscité la plus profonde révolte. Quelques familles d'ouvriers immigrés avaient tenu à participer à la manifestation. Sadok, ouvrier tunisien du bâtiment, était venu avec ses deux fils : «Ça fait douze ans que je suis en France. J'ai maintenant 42 ans, et j'avais laissé ma femme et mes quatre enfants. En 75, j'avais suffisamment économisé pour les faire venir. Ça faisait dix ans que j'attendais de pouvoir le faire ! Mais si ma femme n'avait pas trouvé de travail je crois qu'ils n'auraient pas pu rester. Comment payer la nourriture et le logement avec ce qu'on gagne dans le bâtiment ? Alors, quand le gouvernement dit qu'il n'empêche pas les familles de se regrouper, moi je dis qu'il ment. Empêcher un homme de vivre avec sa famille, empêcher des enfants de connaître leur père, c'est honteux. Ils pensent qu'avec des célibataires, ils auront moins de problèmes, parce que les célibataires se

reproduisent pas les ratonnades d'une précédente manifestation. Dans les couloirs du métro, des militants donnent des indications sur les correspondances à éviter, les lignes dangereuses... Les immigrés repartent avec des Français.

La participation des travailleurs immigrés ne se limitait d'ailleurs pas à l'immigration en provenance d'Afrique du Nord, comme en témoignait cette banderole : «Abrogação medidas Stoléru», derrière laquelle défilait une délégation d'immigrés portugais, particulièrement touchés par la suspension de l'immigration familiale, puisque c'est dans cette nationalité qu'elle était la plus forte.

reproduisent pas les ratonnades d'une précédente manifestation. Dans les couloirs du métro, des militants donnent des indications sur les correspondances à éviter, les lignes dangereuses... Les immigrés repartent avec des Français.

Lorsque, après la dissolution, une dizaine de cars arrive aux métros Père-Lachaise et Ménilmontant, il n'y a plus personne.

La lutte contre les mesures Stoléru n'est pas une simple question humanitaire, comme l'ont présenté ceux qui, du Monde à



## L'ÉCHEC DE LA PROVOCATION POLICIÈRE

Le déploiement policier à Barbès avait visiblement pour but de décourager les travailleurs immigrés de manifester. A l'arrivée au métro Belleville, l'échec de la manœuvre était patent, puisque aux immigrés déjà nombreux dans le cortège s'étaient joints de nombreux travailleurs étrangers du quartier Belleville. Les manœuvres n'étaient pas terminés pour autant : place de la Nation, les mobiles étaient en force. Aux métros Père-Lachaise, Parmentier, puis Belleville, les CRS se tenaient prêts à investir les correspondances du métro pour ratonner. Aussi, la manifestation fut dissoute à Ménilmontant, et la surveillance des couloirs du métro fut entreprise, de façon à ce que ne se

l'Humanité, se sont érigés en défenseurs des immigrés, après la fameuse conférence de presse de Stoléru. Elle n'est pas une question de «fair-play» vis-à-vis des immigrés, comme le suggère, le PS dans *Le Matin*. Les ouvriers immigrés font partie intégrante de la classe ouvrière en France. La très grave attaque dirigée contre eux par Stoléru, prenant la succession de Fontanet et de Dijoud, concerne toute la classe ouvrière. D'abord parce qu'en tentant de faire porter aux immigrés la responsabilité du chômage, elle tente de la diviser. Surtout parce qu'en voulant intimider les immigrés et expulser les plus combattifs, elle s'attaque à ses forces vives.

Les milliers de manifestants de samedi ont marqué un premier pas dans cette lutte.

